



Le service public,
on l'aime, on le défend

CDEN du 5 septembre 2013-Déclaration FSU

Ce CDEN de rentrée n'a pas pour objet de faire le bilan de cette dernière, nous le ferons dans quelques semaines. Cependant, nous nous devons de faire d'ores et déjà un certain nombre de constatations et d'analyses.

Cette rentrée est bien celle de ce gouvernement, mais pour la majorité des personnels pas celle qu'ils auraient souhaitée. Certes, et nous l'avons entendu à tous les niveaux d'instances depuis un an, on ne peut tout changer en un an. Mais on peut donner des signes. Et les signaux donnés jusqu'à présent, et encore ces derniers jours, ne sont pas ceux voulus, nous le répétons, par la majorité des personnels de l'Education Nationale.

Si un certain nombre de postes d'enseignants ont été rétablis, le Pas-de-Calais, malgré ses difficultés socio-économiques et sa spécificité de territoire à la fois rural et urbain, n'en a que peu vu la couleur. En cette rentrée, collègues et parents ne peuvent que constater des effectifs très souvent chargés dans les écoles et les collèges du département. Quant à la Cdisation des AVS, si elle représente un espoir pour des personnels plongés dans la précarité, le flou qui la caractérise à ce jour révèle un certain nombre de problèmes sur lesquels, à la FSU, nous serons extrêmement vigilants: quel sera l'employeur, quelles seront le niveau et les modalités de recrutement et de cdisation, pourquoi un contrat sur temps partiel et quid des compléments dans d'autres collectivitéspour ne soulever que quelques points...

En cette rentrée donc, nombre de problèmes et de dysfonctionnements importants demeurent: l'insuffisance de la scolarisation des moins de 3 ans, de la prise en charge de la grande difficulté scolaire, suite à la fermeture de segpa, et à l'extinction des Rased; l'amoindrissement continu de l'offre de formation, notamment en langues vivantes et anciennes dans les collèges du Pas-de-Calais; l'insuffisance des personnels de surveillance, sociaux et de santé à tous les niveaux; l'insuffisance des personnels remplaçants qui va aboutir d'ici quelques semaines à des des remplacements non assurés dans les écoles et dans certaines disciplines en particulier du second degré: maths, anglais, lettres entre autres... Le gel de la dotation d'Etat qui se traduit cette année encore dans plusieurs dizaines de collèges par l'impossibilité de faire face à l'achat des manuels correspondants aux nouveaux programmes, ou aux effectifs en hausse....; le gel des fonds sociaux alors que la crise frappe de plus en plus de familles du département. Sans oublier la mise en place, pour le moins chaotique des ESPE, là encore bien loin des attentes des jeunes et des personnels: la crise du recrutement en est une illustration...

Outre la mise en place de la réforme des rythmes scolaires qui demandera de nombreux bilans et points d'étape qui devront nécessairement prendre en compte les expériences et les remontées des personnels, différents chantiers s'ouvrent sur lesquels nous serons non seulement vigilants mais déterminés: celui des programmes, ceux du second degré et de l'Education Prioritaire, et celui non des moindres du temps de travail et du statut des enseignants. Quant au socle CM1/CM2/6ème et au conseil Ecole/Collège, nous serons là aussi très déterminés sur les expérimentations qui pourraient se mettre en place au cours de l'année car nous sommes convaincus, comme la majorité des personnels, que nos métiers sont profondément différents -et pour le plus grand bien des élèves- dans le 1er et dans le second degré.

Derniers signaux négatifs donnés aux personnels ces dernières semaines et ces derniers mois: le gel continu du point d'indice et le projet de réforme des retraites qui avec l' allongement de la durée de cotisation à 43 ans (pour la génération 1973) , la mise en place d'un correctif automatique qui pourra l'augmenter encore sans passer par la loi, la hausse des cotisations sociales de 0,3point d'ici 2017 , doublée d'une hausse des cotisations sociales au titre de la compensation de la part patronale et la fiscalisation des majorations de pensions pour les parents de 3 enfants et plus...fait l'unanimité contre elle avec 74% de contre selon le sondage paru dans Le pèlerin de ce mercredi. Pour la FSU, d'autres solutions , plus justes , existent: c'est pourquoi , elle appelle avec la CGT , FO et Solidaires à la grève nationale mardi 10 septembre.